

Les subsides

internationale, d'une part pour améliorer notre part actuelle des marchés et d'autre part, pour trouver de nouveaux débouchés sur lesquels nous pouvons être concurrentiels.

Différents orateurs ont fait mention aujourd'hui de l'état de la recherche et du développement. Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Canada accuse un retard dans ce domaine. En 1979, nos dépenses à ce chapitre n'égalèrent que 1 p. 100 de notre produit national brut comparativement à 2.4 p. 100 aux États-Unis, 1.8 p. 100 en France et 2 p. 100 au Japon. Nous avons fait quelque progrès depuis lors et aujourd'hui nous investissons dans la recherche et le développement 1.3 p. 100 de notre produit national brut. Le gouvernement a fixé des objectifs précis pour 1985 et il poursuit vigoureusement l'application de cette politique. On admet généralement la nécessité d'accroître nos banques de données en matière de science et de technologie.

● (1700)

Certains orateurs ont mentionné quelques éléments essentiels d'une stratégie industrielle. En plus de la recherche et du développement, ces éléments comprennent la restructuration industrielle qu'exige notamment la révolution dans les communications microélectroniques. Aussi certaines mesures favorisant la productivité dont la formation de la main-d'œuvre. Il y a lieu de signaler à cet égard l'adoption récente de la loi nationale sur la formation. Toutes ces mesures visent à développer notre commerce international, à nous permettre d'affronter la concurrence étrangère et à mieux vendre nos produits.

L'an dernier, on a déposé à la Chambre un document intitulé: «Le développement économique du Canada dans les années 80». Le gouvernement pose dans ce document quelques jalons essentiels à notre développement économique à long terme, notamment des crédits de 60 millions pour le développement en 1986, dont plus d'un quart sera consacré au développement énergétique.

Le gouvernement a déclaré qu'il accorderait la priorité aux ressources industrielles et au développement régional, aux transports, à la promotion des exportations et aux ressources humaines. Il a aussi expliqué que l'innovation était l'un des facteurs les plus susceptibles de relever notre productivité. Il a proposé une série de nouvelles initiatives dans les secteurs-clés: l'énergie, l'agro-alimentaire, les pêches, les industries forestières et les mines. La question n'est donc pas de savoir si nous avons bel et bien un plan de développement économique à long terme ou un ensemble de stratégies industrielles, mais de bien en comprendre et en exposer les grands axes.

En dernier lieu, je rappelle que la question de la propriété étrangère a été traitée de façons différentes par deux députés d'en face. L'un estimait que le gouvernement n'intervenait pas assez vigoureusement, l'autre qu'il intervenait trop. Voilà qui montre bien combien cette question est complexe.

Tout le monde convient que le Canada a besoin des investissements étrangers et qu'il faut leur réserver un bon accueil. Selon le député de Végréville (M. Mazankowski), nous ne pouvons nous permettre de laisser les capitaux quitter notre pays. Nous sommes tous d'accord, mais nous ne pouvons pas pour autant nous permettre de perdre des emplois. Personne ne veut réserver un mauvais accueil aux investisseurs étrangers—et de ce côté-ci de la Chambre, nous ne voudrions pas voir le

type de contrôle étatique prôné par le Nouveau parti démocratique—mais il faut certainement prendre des mesures sensées et réfléchies pour s'assurer que l'investissement étranger profite au Canada.

A l'heure actuelle, la plupart des travaux de recherche et de développement du secteur de la fabrication, secteur contrôlé en grande partie par des investisseurs étrangers, ne sont pas effectués au Canada. Le Canada n'en tire donc aucun avantage sur le plan de la création d'emplois et de la mise au point de nouveaux produits. On s'aperçoit également que les entreprises du secteur de la fabrication contrôlées par des intérêts étrangers importent plus que les entreprises canadiennes du même secteur. Permettez-moi de citer quelques chiffres. Il ne s'agit pas d'être hostile à l'investissement étranger, mais plutôt d'être prudent, afin de protéger nos investissements à long terme, aussi favorables que nous soyons face à l'investissement étranger.

En 1978, 72 p. 100 de nos importations étaient le fait de sociétés sous contrôle étranger. Les importations des sociétés canadiennes ne comptaient que pour 4.3 p. 100 de leurs ventes alors que pour les sociétés sous contrôle étranger, cette proportion était de 22 p. 100. Dans le secteur de la fabrication, cette différence était encore plus marquée avec un rapport de 29 p. 100 pour les sociétés sous contrôle étranger et de 8 p. 100 pour les sociétés canadiennes. Lorsqu'on songe que le Canada est le pays industrialisé où l'industrie privée est la plus dominée par les capitaux étrangers, il y a vraiment de quoi se poser des questions.

J'ai signalé précédemment que les travaux de recherche et de développement sont généralement effectués par des sociétés étrangères hors du Canada. Pour que le Canada puisse profiter à l'avenir d'un niveau de vie élevé, il importe plus de maîtriser la technologie industrielle que d'avoir accès à nos ressources naturelles. Nous devons absolument réaliser que la science et la technologie sont des domaines qui évoluent à un rythme effréné. Lorsque des sociétés effectuent à l'étranger leurs travaux dans ce domaine, nous perdons des débouchés énormes au Canada.

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai célébré il y a deux ou trois semaines le 10^e anniversaire de mon élection comme député de cette Chambre. Je me souviens que, pendant ma première campagne électorale, le parti libéral affirmait qu'il était en train de mettre sur pied une stratégie industrielle qui allait bientôt faire entrer le Canada dans une ère paradisiaque.

M. Blenkarn: Nous attendons toujours.

M. Andre: Le ministre des Transports (M. Pepin) était à l'époque ministre de l'Industrie et du Commerce. Il assurait aux Canadiens que le parti libéral avait la situation bien en main, qu'il était en train de régler les derniers détails d'une stratégie industrielle tellement remarquable qu'elle allait conduire le Canada vers des horizons inespérés où la croissance, la richesse et les possibilités d'emploi combleraient les désirs de nos rêves les plus fous. Le ministre en question s'est fait battre à cette élection, mais malheureusement ce ne fut pas le cas du parti libéral. Il a été remplacé par l'honorable Alistair Gillespie. Celui-ci nous a dit: «J'ai pris le relais et rien ne m'arrêtera dans mon élan. Un tout petit peu de patience! Nous aurons bientôt une stratégie industrielle qui s'attaquera à la question